



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Politique internationale

Pékin va ouvrir son économie et importer des biens européens
Le numéro deux chinois Li Qiang a déclaré, ce dimanche, vouloir développer des relations commerciales équilibrées avec ses partenaires. La Chine serait-elle en ... • (Page 08)

Commerce

Croissance exceptionnelle en 2025 suivie d'un net ralentissement
Après une croissance exceptionnelle en 2025 portée par l'IA, le commerce mondial devrait ralentir en 2026. ... • (Page 09)

Programme de leadership féminin de la CRRH-UEMOA • (Page 03)

SIRA, un chemin vers le leadership et l'impact



Formation et études bancaires • (Page 04)

Appel à candidatures pour la 49ème promotion du cycle diplômant du COFEB

Attractivité économique

Immersion des investisseurs du CWEIC au Togo
En mission à Lomé les 19 et 20 mars 2026, une délégation du CWEIC a exploré les opportunités d'investissement ... • (Page 02)

Togo

Le Sénat adopte les lois sur la microfinance et le faux monnayage
Huit jours après l'Assemblée nationale, le Sénat togolais a adopté à l'unanimité deux lois majeures sur la microfinance et le faux ... • (Pages 04)

Développement durable
La BOAD agit pour faciliter l'accès à l'eau potable

À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) met en avant ses investissements dans l'accès à l'eau potable ... • (Page 06)

Yoto/Célébration du Ramadan
L'AVDBET offre des vivres aux musulmans de Tabligbo

Les musulmans démunis du canton de Tabligbo ont bénéficié, le vendredi 20 mars, de vivres offerts par l'Association villageoise pour le développement et le bien-être ... • (Page 11)





PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À **0 FCFA***

TÉLÉCHARGEZ L'APP **CANALBOX** POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ

8866 www.canalbox.tg

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription
Coût de l'appel : 20 FCFA.

Attractivité économique

Immersion des investisseurs du CWEIC au Togo

En mission à Lomé les 19 et 20 mars 2026, une délégation du CWEIC a exploré les opportunités d'investissement au Togo. Objectif : renforcer les partenariats économiques et positionner le pays comme une destination compétitive en Afrique de l'Ouest.



• Wilson Lawson

Immersion au cœur des pôles économiques togolais. Les 19 et 20 mars 2026, le Togo a accueilli une délégation du Commonwealth Enterprise and Investment Council, venue évaluer les opportunités d'investissement et approfondir les échanges avec les autorités togolaises. Cette mission s'est traduite par des visites de terrain stratégiques, notamment à la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA), où les investisseurs ont découvert les unités industrielles telles que Nutrisource et Vivace, illustrant le dynamisme du tissu industriel local. La délégation s'est également rendue au Port Autonome de Lomé, véritable hub logistique régional, afin d'apprécier les capacités opérationnelles et les infrastructures portuaires. Ces visites ont été conduites en présence du ministre délégué chargé de la Promotion des Investissements et de la Souveraineté économique, Arthur Trimua, mettant en avant les atouts du pays en matière d'industrialisation, de logistique et de structuration des chaînes de valeur locales. Par ailleurs, une réunion ministérielle de haut niveau s'est tenue au Palais des congrès de Lomé, réunissant plusieurs membres du gouvernement, dont Bada-

nam Patoki, Essowè Georges Barcola et Yackoley Kokou Johnson. Les échanges ont permis d'explorer les priorités économiques du Togo et les perspectives de collaboration avec le réseau du Commonwealth.

Attractivité et transformation

La mission du CWEIC s'inscrit dans une stratégie claire des autorités togolaises : faire du pays un pôle d'attraction des investissements en Afrique de l'Ouest. Les discussions ont mis en lumière les leviers essentiels de cette ambition, notamment l'amélioration du cadre réglementaire, la qualité des infrastructures et la sécurisation des projets. Le Togo mise sur des secteurs clés tels que l'industrialisation et la logistique pour transformer son économie et renforcer sa compétitivité. La mise en avant de la PIA et du Port de Lomé illustre cette volonté de structurer des chaînes de valeur locales et d'intégrer davantage le pays dans les circuits du commerce international. Au-delà des infrastructures, la question de la mobilisation d'investissements durables a été centrale. Les investisseurs internationaux accordent une importance croissante à la stabilité des politiques publiques, à la transparence et à l'accom-

pagnement institutionnel. Sur ces points, le gouvernement togolais cherche à rassurer en consolidant son environnement des affaires. Cette dynamique vise in fine à attirer des capitaux à fort impact, capables de soutenir une croissance inclusive et durable.

Ouverture aux partenariats internationaux

La visite du Commonwealth Enterprise and Investment Council intervient dans un contexte de renforcement des relations économiques entre le Togo et ses partenaires internationaux. Le pays multiplie les initiatives pour améliorer son attractivité, en misant sur des réformes structurelles, le développement d'infrastructures modernes et la promotion d'un climat des affaires favorable. Cette démarche s'inscrit dans une vision plus large de transformation économique, visant à diversifier les sources de croissance et à créer des emplois. En accueillant cette délégation, le Togo confirme son ambition de se positionner comme une destination d'investissement fiable, compétitive et structurée. Une orientation stratégique qui pourrait renforcer son rôle de hub économique régional et accélérer son intégration dans les réseaux d'affaires internationaux.



AUX DÉCIDEURS ...

L'impératif d'un dialogue productif

Le dialogue entre l'État et le secteur privé n'est jamais un simple exercice protocolaire. Il constitue, dans bien des cas, un baromètre de la vitalité économique d'un pays et de la volonté de ses dirigeants de bâtir une croissance durable. Les premières consultations engagées par le ministre délégué chargé de la Promotion des Investissements et de la Souveraineté économique avec les principales organisations patronales du Togo s'inscrivent précisément dans cette logique.

En recevant successivement les délégations du Conseil National du Patronat du Togo, de l'Association des Grandes Entreprises du Togo et du Groupement des Industries du Togo, le gouvernement envoie un signal clair : la transformation économique du pays ne peut se concevoir sans une implication forte des acteurs du secteur productif. Les entreprises, qu'elles soient industrielles, commerciales ou de services, restent en effet les véritables moteurs de la création de richesse et d'emplois.

Les échanges engagés les 11 et 12 mars derniers ont permis de mettre sur la table plusieurs préoccupations majeures du monde des affaires. Accès au financement, dette intérieure, fiscalité, infrastructures ou encore énergie : autant de questions qui conditionnent la compétitivité des entreprises et leur capacité à investir.

Ces préoccupations ne sont pas nouvelles. Elles traduisent des défis structurels auxquels font face de nombreuses économies en développement. Mais leur prise en compte dans un cadre de dialogue ouvert constitue déjà un pas important. Car une économie dynamique repose d'abord sur un climat de confiance entre les décideurs publics et les acteurs privés.

Les organisations patronales n'ont d'ailleurs pas manqué de rappeler le poids du secteur privé dans l'économie nationale. À titre d'exemple, les entreprises membres de l'AGET contribuent à près de 20 % des recettes fiscales du pays et génèrent plus de 13 000 emplois directs. Des chiffres qui témoignent de l'importance stratégique du secteur privé dans la mobilisation des ressources publiques et dans la lutte contre le chômage.

Les discussions autour de la fiscalité et de l'environnement des affaires renvoient également à une exigence fondamentale : celle de la prévisibilité. Les investisseurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers, ont besoin d'un cadre réglementaire stable, lisible et incitatif pour engager leurs capitaux sur le long terme.

Dans ce contexte, la volonté affichée par le gouvernement de maintenir un dialogue permanent avec les organisations patronales apparaît comme une démarche salubre. Car au-delà des déclarations d'intention, la réussite d'une stratégie économique repose sur la capacité à construire des politiques publiques en concertation avec ceux qui créent effectivement la richesse.

La vision portée par Faure Gnassingbé, Président du Conseil, repose précisément sur cette conviction : la prospérité économique du pays dépend de la capacité à mobiliser l'ensemble des acteurs autour d'un projet commun.

Mais pour que ce partenariat soit véritablement productif, il doit s'inscrire dans la durée et se traduire par des actions concrètes. Les consultations actuelles ne doivent pas rester de simples exercices de communication. Elles doivent déboucher sur des réformes tangibles, capables de lever les obstacles qui freinent encore l'essor du secteur productif.

Car au final, la question essentielle demeure : comment faire du secteur privé togolais un véritable levier de transformation économique ?

La réponse passe par un dialogue sincère, des politiques cohérentes et une volonté partagée de construire une économie plus compétitive, plus innovante et plus inclusive.

L'enjeu dépasse les intérêts des entreprises ou ceux de l'administration. Il concerne l'avenir économique du Togo tout entier.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

Programme de leadership féminin de la CRRH-UEMOA

SIRA, un chemin vers le leadership et l'impact

La Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) a officiellement lancé, ce 18 mars 2026 à Lomé, son programme de leadership féminin baptisé SIRA, à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme.

• Junior Aredola

Pensée comme une initiative structurante, cette première cohorte marque le « point de départ » d'un engagement institutionnel en faveur d'une meilleure représentativité des femmes dans les sphères décisionnelles. Devant un parterre d'acteurs du secteur financier et institutionnel, la Directrice générale de la CRRH-UEMOA, Yedau Ogoundele, a posé le décor. « SIRA, qui signifie "le chemin", incarne notre ambition : accompagner les femmes dans leur trajectoire professionnelle, renforcer leur confiance et leur permettre d'accéder pleinement aux responsabilités auxquelles elles aspirent », a-t-elle déclaré. Le programme d'une durée d'un an s'inscrit dans la continuité d'une enquête interne menée en 2024, révélant un déséquilibre notable au sein de l'institution : 73 % des effectifs sont des hommes contre 27 % de femmes, ces dernières étant encore peu présentes dans les fonctions de management. « Ces constats ne sont pas une fatalité, mais une opportunité d'agir », a insisté la Directrice générale, évoquant des mesures concrètes allant de la promotion interne à la formation ciblée. La cérémonie a également été marquée par la présence de l'ex Premier ministre togolais, Mme Victoire Tomégah-Dogbé, par ailleurs fondatrice de la fondation Dzidula. Dans une intervention empreinte d'encouragement, elle a invité les bénéficiaires à « croire en leur potentiel et assumer pleinement leur impact dans des environ-



nements encore largement dominés par des logiques traditionnelles ». Moment fort du lancement, le panel de discussion a réuni plusieurs figures influentes du secteur financier et de l'entrepreneuriat autour du thème du leadership féminin et de la vie professionnelle. Aux côtés d'Oureye Sakho-Eklo, Directrice générale déléguée en charge des financements et investissements à la BOAD, de Nathalie Brou-Fofana, Directrice du capital humain de la BOAD, de Dr Kayi Dogbé, experte en gestion de projets et en gouvernance, ainsi que de Krystel Dioch, fondatrice de Krystal Optique, les échanges ont été modérés par Yedau Ogoundele. Le panel, particulièrement riche en partage d'expériences, a permis d'aborder sans détour les défis liés à l'accès aux postes de décision, à la conciliation entre vie professionnelle et personnelle, ainsi qu'à la nécessité de bâtir des réseaux de solidarité féminine. Les intervenantes ont insisté sur l'im-

portance de la résilience, de la formation continue et du mentorat, tout en appelant les institutions à créer des environnements de travail plus inclusifs. La présence du conseiller spécial du président de la BOAD a, par ailleurs, témoigné de l'intérêt croissant des institutions régionales pour ces enjeux.

Réponse aux attentes des collaboratrices

Au-delà des discours, SIRA se veut une réponse concrète aux attentes des collaboratrices de la CRRH-UEMOA. L'initiative s'inscrit également dans une dynamique plus large de respon-

sabilité sociétale, visant à aligner l'institution sur les standards internationaux en matière de diversité et d'inclusion. Parmi les bénéficiaires de cette première cohorte, Tchangaï, juriste, voit dans ce programme une opportunité déterminante : « SIRA représente pour moi un cadre structurant pour développer mes compétences, mais aussi pour mieux comprendre l'impact que je peux avoir dans mon environnement professionnel. C'est une chance de transformer mon potentiel en leadership concret. » C'est toute une vision du leadership féminin qui se dessine : authentique, exigeante et transformative.



En posant les bases de ce programme, la CRRH-UEMOA entend non seulement corriger des déséquilibres internes, mais aussi contribuer à l'émergence d'une nouvelle génération de femmes leaders dans l'espace UEMOA. L'institution ambitionne de faire de SIRA une initiative pérenne, capable de fédérer un écosystème et de produire des résultats mesurables.

Inspirer par l'exemple

L'objectif in fine est d'ancrer le programme comme une initiative phare de la CRRH-UEMOA en faveur

du leadership féminin de l'institution, en présence de l'écosystème institutionnel et financier local, tout en offrant une plateforme de dialogue et de partage d'expériences avec des femmes leaders aux parcours exceptionnels. Il s'agira de rassembler les femmes de la CRRH-UEMOA, de la BOAD et des banques partenaires autour d'une vision commune du leadership, de la gouvernance et de la performance.

À propos de la CRRH-UEMOA

Créée en 2010 par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et l'Autorité des Marchés Financiers de l'UEMOA (AMF-UEMOA), la CRRH-UEMOA est une institution financière régionale de premier plan dédiée au financement du logement dans l'UEMOA. Depuis sa création, elle a mobilisé plus de 475 milliards FCFA, permettant d'impacter plus de 120 000 bénéficiaires. L'institution joue un rôle clé dans le développement du marché hypothécaire et le financement de projets immobiliers dans la région.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois



Togo

Le Sénat adopte les lois sur la microfinance et le faux monnayage

Huit jours après l'Assemblée nationale, le Sénat togolais a adopté à l'unanimité deux lois majeures sur la microfinance et le faux monnayage. Ces textes visent à renforcer la stabilité financière, protéger l'épargne et lutter contre la criminalité économique.

● Joël Yanclo

Double vote pour le système financier. Réunis en séance plénière le jeudi 19 mars 2026, les sénateurs togolais ont examiné et adopté à l'unanimité deux textes majeurs relatifs à la microfinance et à la répression du faux monnayage. Ces lois, déjà validées par l'Assemblée nationale, marquent une étape importante dans la consolidation du cadre juridique du système financier. Le ministre de l'Économie et des Finances, Essowé Georges Barcola, en sa qualité de commissaire du gouvernement, a défendu les projets de loi avec pédagogie, obtenant l'adhésion des parlementaires après des échanges jugés constructifs. Le texte sur la microfinance vise à encadrer davantage un secteur clé pour l'inclusion financière. « La microfinance est un vecteur puissant d'inclusion », a souligné le ministre, rappelant son rôle dans l'accès des populations, notamment les femmes et les jeunes, aux services financiers de base. Désormais, les institutions de microfinance devront renforcer leurs dispositifs de contrôle interne, adhérer aux centrales d'information sur le crédit et collaborer avec les autorités



pour prévenir les flux financiers illicites. S'agissant du faux monnayage, le gouvernement entend renforcer la lutte contre un phénomène devenu transnational et technologiquement sophistiqué. Le ministre a insisté sur la nécessité d'un cadre juridique harmonisé pour mieux contrer cette menace qui fragilise la confiance dans la monnaie.

Vers un système financier plus sécurisé et inclusif

L'adoption de ces deux lois traduit une volonté claire des autorités togolaises de renforcer la gouvernance financière. En combinant régulation de la microfinance, lutte contre le faux monnayage et dispositifs contre le blanchiment de capitaux, le gouvernement met en place un arsenal juridique cohérent et complémentaire. Cette réforme répond à plusieurs enjeux. D'une part, elle

visait à sécuriser l'épargne des populations face aux risques de fraude et de mauvaise gestion. D'autre part, elle ambitionne de renforcer la crédibilité du système financier national, condition essentielle pour attirer les investissements. Toutefois, des défis subsistent. Les préoccupations soulevées par les sénateurs, notamment sur les taux d'intérêt pratiqués par certaines institutions de microfinance ou sur le renforcement des capacités de supervision, illustrent la nécessité d'un suivi rigoureux de la mise en œuvre de ces réformes. Pour le gouvernement, l'objectif est clair : faire de la microfinance non seulement un outil d'inclusion, mais aussi un instrument de stabilité économique et de lutte contre les dérives financières.



Diplomatie

Le Togo et la Colombie renforcent leur coopération

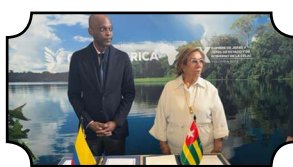
Le Togo et la Colombie franchissent une nouvelle étape dans leurs relations diplomatiques. Les ministres des affaires étrangères des deux pays, Robert Dussey et Rosa Yolanda Villavicencio, ont signé le vendredi 20 mars à Bogota (Colombie) un mémorandum d'entente destiné à renforcer la coopération bilatérale, en particulier dans le domaine de la formation diplomatique.

L'accord, conclu en marge du Forum CELAC-Afrique (Communauté des États latino-américains et caraïbes), vise à développer la collaboration entre les académies diplomatiques des deux pays, à travers la mise en place de programmes de formation, l'échange d'expertise et le renforcement du dialogue institutionnel entre les deux régions. Cette collaboration doit permettre de consolider les capacités des personnels diplomatiques et de favoriser

une meilleure compréhension des enjeux internationaux communs. L'an dernier, dans le cadre du 9ème congrès panafricain organisé à Lomé, où la Colombie était pays invité d'honneur, un mémorandum d'entente établissant un cadre de consultations politiques entre Lomé et Bogotá avait été signé, marquant une étape importante dans le renforcement du dialogue et de la coopération entre les deux pays. Cette nouvelle signature confirme la volonté commune des deux États d'approfondir

leurs relations et d'explorer de nouvelles opportunités de partenariat. Elle s'inscrit dans la dynamique d'ouverture diplomatique engagée par le gouvernement, avec l'ambition de diversifier les partenariats et de renforcer la présence du pays sur la scène internationale.

(Togo Officiel)



Gestion équitable et durable de l'eau

Le Ministre Séna ALIPUI appelle chaque citoyen à un engagement actif

Le 22 mars de chaque année, le Togo se joint à la communauté internationale pour célébrer la journée mondiale de l'eau.

À la veille de la célébration de l'édition 2026, le ministre délégué auprès du ministre de l'Aménagement du Territoire chargé de l'Eau et de l'Assainissement Séna ALIPUI dans un message, lance un appel solennel aux institutions publiques, aux partenaires techniques et financiers, organisations de la société civile, collectivités locales, secteur privé, communautés à la base et aux citoyens afin que chaque geste de préservation, chaque initiative communautaire, chaque projet d'infrastructure contribue à bâtir une société plus juste où l'eau potable sera la chose la mieux partagée. L'édition 2026 de la Journée mondiale de l'eau, est placée sous le thème « L'eau et le genre : eau, source d'égalité ». Elle offre en effet l'opportunité au premier responsable du département ministériel chargé de l'eau et de l'assainissement de revenir sur l'inégalité dans l'accès à l'eau potable. Un phénomène qui touche particulièrement les femmes et les filles dans plusieurs régions. Ce sont elles qui assument la responsabilité quotidienne de la collecte de l'eau, souvent au détriment de leur éducation, de leur sécurité et de leur autonomisation économique d'où la nécessité d'y remédier. <<Garantir un accès équitable à l'eau potable, c'est donc promouvoir l'égalité des chances. C'est libérer du temps pour l'éducation des jeunes filles. C'est améliorer la santé maternelle et infantile. C'est enfin renforcer la participation des femmes à la vie économique et sociale>> a déclaré le Ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement.

Des avancées notables



dans la desserte en eau potable

Sous la haute impulsion du Président du Conseil son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ, le gouvernement fait de la gestion durable des ressources en eau une priorité nationale. Et des progrès significatifs sont enregistrés ces dernières années. Le taux d'accès à l'eau potable, estimé à 60 % en 2020, a atteint 72 % en 2025, avec une amélioration notable en milieu rural où la desserte atteint désormais 77 %). Ces résultats sont le fruit d'efforts concertés, marqués par la réalisation d'infrastructures d'alimentation en eau potable, la mise en place de postes d'eau autonomes alimentés par l'énergie solaire dans les zones rurales, ainsi que la modernisation des systèmes de production et de distribution en milieu urbain et semi-urbain. Le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement n'a pas passé sous silence les défis qui restent à relever pour maîtriser le stress hydrique observé dans certaines régions du pays. Le Togo vient donc de franchir une étape déterminante avec l'opérationnalisation du

Fonds pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau. <<Cet instrument stratégique vise à assurer un financement durable des actions de protection, de mobilisation et de valorisation des ressources en eau, tout en renforçant la résilience de nos systèmes face aux effets du changement climatique>> a expliqué le Ministre Séna ALIPUI.

Un engagement sans cesse renouvelé pour un accès durable à l'eau potable

Le ministre a également rappelé l'engagement du Président du Conseil, son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ, qui dans son adresse devant la représentation nationale et dans son message de vœux à la Nation pour l'année 2026, a réaffirmé la priorité accordée au secteur social, en particulier à l'accès universel aux services essentiels. L'eau y occupe une place centrale comme instrument de réduction des inégalités et de renforcement de la cohésion nationale. A travers ce message solennel à l'occasion de la journée mondiale de l'eau édition 2026, le ministre délégué chargé de l'eau et de l'assainissement Séna ALIPUI réaffirme une fois de plus la volonté et la détermination du gouvernement avec l'appui de ses partenaires, à poursuivre la mise en œuvre de programmes structurants visant à améliorer durablement l'accès à l'eau potable en milieux rural, semi-urbain et urbain dans un esprit d'égalité et d'équité.

Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)





BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



COFEB
CENTRE OUEST AFRICAIN DE FORMATION
ET D'ETUDES BANCAIRES



APPEL A CANDIDATURES POUR LA 49^e PROMOTION DU CYCLE DIPLÔMANT DU COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB) est le Centre de formation créé par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue d'assurer le développement de ses ressources humaines et de contribuer au renforcement des capacités des cadres des Administrations économiques et financières, des banques et établissements financiers ainsi que des systèmes financiers décentralisés des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La formation du Centre est également ouverte aux agents de structures communautaires et des institutions financières régionales.

En outre, le COFEB accueille des agents des banques centrales africaines, dans le cadre des relations de partenariat que la BCEAO entretient avec ces institutions.

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

L'acceptation du dossier de candidature est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- être âgé de quarante (40) ans au plus au 1^{er} janvier 2026 ;
- être un agent d'une administration économique et financière, d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé d'un Etat membre de l'UEMOA ;
- être un agent d'une banque centrale africaine partenaire ;
- être titulaire d'une maîtrise ou d'un Master I ou II en sciences juridiques ou politiques, économiques ou en gestion, d'un diplôme d'ingénieur statisticien-économiste, d'un diplôme de niveau BAC+4 en sciences juridiques ou politiques, économiques ou de gestion admis en équivalence de la maîtrise et reconnu par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) ou justifier les soixante (60) crédits de la première année d'un Master (M1) en sciences juridiques et politiques, économiques ou de gestion ;
- justifier d'au moins deux (2) années d'expérience professionnelle au 1^{er} janvier 2026.

Les candidats doivent, en outre, passer **un test de niveau** visant à évaluer leurs connaissances de base et garantir un bon suivi des enseignements. A la suite de ce test, la liste définitive des candidats retenus pour suivre la formation est communiquée à leur organisme d'origine puis publiée sur le site internet du COFEB.

Ce test porte sur des épreuves de comptabilité générale, de monnaie et crédit, de microéconomie, de macroéconomie et de mathématiques financières du programme de Maîtrise en Economie.

FINANCEMENT DE LA FORMATION

Les frais de la formation sont pris en charge par la BCEAO.

Par ailleurs, elle accorde des bourses d'études aux cinq (5) candidats de chaque État membre de l'UEMOA déclarés admis et ayant obtenu le plus de points sur les critères de sélection, ci-après, approuvés par le Comité Scientifique du COFEB :

- la note obtenue au test de niveau ;
- l'âge (bonus pour les plus jeunes) ;
- le genre (bonus pour les femmes) ;
- l'expérience professionnelle et le diplôme présenté.

Les lauréats, qui ne bénéficient pas de la bourse BCEAO, peuvent solliciter la prise en charge de leur formation auprès de leur organisme d'origine ou d'autres structures.

Le Centre accepte toutefois, à titre exceptionnel, des dossiers de candidats provenant de structures privées exerçant dans les secteurs de l'économie et de la finance, ou de Centres de recherches et de Bureaux d'études installés dans l'UEMOA.

Soucieux d'offrir une formation de qualité conforme aux normes et standards internationaux, le COFEB a mis en place un programme sanctionné par le Diplôme de Master II en Finances et Gestion Bancaire. Ce programme comporte neuf (9) mois d'enseignements théoriques au Siège de la BCEAO à Dakar et quatre (4) mois de stage d'application hors du Centre sanctionné par un mémoire à soutenir devant un jury.

DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les soumissions de candidature se font en ligne en accédant au lien ci-après : <https://cofeb.bceao.int/formulaire-de-candidature>.

Les pièces suivantes, constitutives du dossier de candidatures, doivent être jointes au formulaire de candidature en ligne :

- un extrait de l'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;
- une copie certifiée conforme du diplôme ;
- un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois ;
- une ou des attestations de travail justifiant deux (2) années d'expérience professionnelle au moins au 1^{er} janvier 2026 ;
- la lettre d'engagement de l'employeur renseignée et signée par le supérieur hiérarchique direct habilité.

La brochure sur le cycle diplômant ainsi que la lettre d'engagement de l'employeur sont téléchargeables sur le site internet du COFEB à l'adresse suivante :

[\(https://cofeb.bceao.int/\)](https://cofeb.bceao.int/), onglets « Formations » - « Formation diplômante ».

LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE EST FIXÉE AU 15 mai 2026

La liste des candidats retenus ainsi que la date du test de niveau seront publiées sur le site internet du COFEB et communiquées aux intéressés.

Le COFEB peut demander à tout moment aux candidats pré-sélectionnés de fournir les originaux des pièces citées ci-dessus afin de vérifier leur authenticité.

Par ailleurs, les candidatures féminines sont fortement encouragées. Les femmes admises au test de pré-requis bénéficieront d'un régime préférentiel dans l'octroi de la bourse BCEAO.

En outre, la possibilité leur sera offerte de bénéficier d'un billet pour retourner dans leur pays d'origine durant la période de vacances du premier semestre.

Pour tout renseignement complémentaire, les personnes intéressées sont invitées à consulter le site internet du COFEB ou s'adresser :

- à la Direction Nationale de la BCEAO dans l'un des États membres de l'UEMOA ;
- au COFEB :
 - par téléphone : (+221) **33 839 05 00** ;
 - par courrier électronique aux adresses :

**courrier.zdepfor@bceao.int ;
formation-cofeb@bceao.int ;**

**NB : Toutes les informations relatives
à nos activités sont disponibles
sur notre site internet :**

<https://cofeb.bceao.int/>



Développement durable dans l'UEMOA

La BOAD agit pour faciliter l'accès à l'eau potable

À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) met en avant ses investissements dans l'accès à l'eau potable et l'assainissement, un levier essentiel pour réduire les inégalités, notamment au détriment des femmes et des jeunes filles.

● Wilson Lawson

Des investissements structurants pour l'accès à l'eau. Dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'eau, placée sous le thème « L'eau, source d'égalité », la Banque Ouest Africaine de Développement expose ses actions en faveur de l'accès à l'eau potable dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). À travers son plan stratégique DJOLIBA, l'institution financière régionale s'engage à soutenir durablement le secteur de l'eau et de l'assainissement, en cohérence avec l'ONU et l'objectif de développement durable 6 (ODD 6), qui vise à garantir l'accès de tous à l'eau et à des services d'assainissement. Les financements mobilisés par la BOAD ont permis la réalisation d'infrastructures essentielles, notamment des forages, des châteaux d'eau et des réseaux de distribution. Ces investissements ont contribué à accroître de 88 000 m³ la production moyenne journalière d'eau potable dans la région. Depuis 2022, plusieurs projets structurants ont été accompagnés, notamment au Niger, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Bénin. Ces



22 Mars

Journée Mondiale de l'Eau

initiatives concernent aussi bien les zones rurales que les centres urbains, avec des projets d'envergure comme la construction d'usines de traitement, le renforcement des réseaux de distribution et l'approvisionnement des zones fragiles.

L'eau, un enjeu d'égalité et de développement

Au-delà de l'amélioration des infrastructures, l'accès à l'eau potable constitue un enjeu majeur d'équité sociale. Comme le souligne l'ONU, l'absence de systèmes d'eau potable et d'assainissement accentue les inégalités, touchant particulièrement les femmes et les jeunes

filles. Dans de nombreuses régions, ces dernières sont les premières affectées par le manque d'accès à l'eau, étant souvent chargées de sa collecte, au détriment de leur éducation et de leurs opportunités économiques. Les investissements de la BOAD participent ainsi à réduire ces disparités, en améliorant les conditions de vie et en favorisant une meilleure inclusion sociale. Par ailleurs, l'accès à l'eau potable contribue à la santé publique, à la productivité économique et à la résilience des territoires face aux changements climatiques. Cependant, les défis restent importants. La croissance démographique rapide, l'urbanisation et les effets du changement cli-

matique continuent de peser sur les ressources en eau. Dans ce contexte, la gestion durable et équitable de l'eau apparaît comme une priorité stratégique pour les États de la région.

Mobilisation internationale autour de l'ODD 6

Instaurée par l'ONU, la Journée mondiale de l'eau vise à sensibiliser à

l'importance de l'eau douce et à promouvoir une gestion durable de cette ressource vitale. Elle s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable, notamment l'ODD 6, qui ambitionne d'assurer un accès universel et équitable à l'eau potable d'ici 2030. Dans l'espace UEMOA, les efforts déployés par la Banque Ouest Africaine de Développement s'inscrivent dans cette dynamique globale. En

soutenant des projets d'envergure et en mobilisant des financements structurants, l'institution contribue à relever le défi de l'accès à l'eau, tout en renforçant les bases d'un développement durable et inclusif. À l'heure où les inégalités liées à l'accès aux ressources essentielles persistent, la question de l'eau s'impose plus que jamais comme un enjeu central pour l'avenir des sociétés africaines.

Mobilité des entreprises

Yango Courses d'affaires s'associe à UBA Côte d'Ivoire

Yango Courses d'affaires, la solution de mobilité professionnelle de Yango, poursuit son développement en Côte d'Ivoire à travers un nouveau partenariat avec la banque panafricaine UBA Côte d'Ivoire. Alors que les entreprises ivoiriennes accélèrent leur transformation digitale, les solutions technologiques dédiées à la gestion des déplacements des collaborateurs deviennent un levier clé d'efficacité et de structuration.

● Vivien Atakpabem

Lancée en Côte d'Ivoire en 2023, Yango Courses d'affaires permet aux entreprises de centraliser et d'optimiser la gestion des déplacements professionnels de leurs équipes. La solution est directement intégrée dans l'application Yango, déjà utilisée chaque jour par des milliers d'Ivoiriens pour leurs déplacements quotidiens. Lorsqu'un collaborateur commande une course, il lui suffit simplement de sélectionner le mode de paiement de son entreprise au moment de confirmer la réservation. La course est alors automatiquement imputée au compte corporate de l'entreprise, sans avance de frais ni remboursement à gérer. La solution permet notamment de générer des factures de transport normalisées, adaptées aux exigences administratives et comptables des entreprises ivoiriennes — une première sur le marché local. « Avec Yango Courses d'affaires, notre ambition est d'accompagner la transformation digitale des entreprises ivoiriennes en leur proposant des outils simples et efficaces pour gérer la mobilité de leurs équipes. Notre partenariat avec UBA Côte d'Ivoire s'inscrit pleinement dans cette dynamique : il permet de rapprocher cette



solution des entreprises locales et de faciliter leur accès à des outils technologiques qui simplifient la gestion des déplacements professionnels », explique Kadotien Soro, Directeur Pays de Yango en Côte d'Ivoire. Yango Courses d'affaires met également à disposition des entreprises un espace de gestion dédié, permettant aux responsables de suivre l'activité des collaborateurs, de contrôler les dépenses et d'analyser les trajets en temps réel. Les entreprises bénéficient aussi d'un support client B2B spécialisé pour les accompagner dans la gestion et l'optimisation de leur mobilité professionnelle. Grâce à cette plateforme centralisée, elles peuvent suivre l'usage des courses, maîtriser leurs budgets et simplifier leurs processus administratifs. En seulement deux ans, la solution a connu une croissance rapide : d'une centaine d'entreprises clientes à fin 2024, le portefeuille compte aujourd'hui près de 400 entreprises partenaires,

issues de secteurs variés tels que la banque, l'assurance, le conseil, les mines ou encore la technologie. Parmi elles figurent notamment UBA Côte d'Ivoire, NSIA Assurance, EY, Perseus Mining et Huawei. Le partenariat avec UBA Côte d'Ivoire marque une nouvelle étape dans cette expansion. Les entreprises clientes de la banque pourront accéder à la solution via un parcours d'intégration dédié et bénéficier d'une offre de bienvenue. « Chez UBA Côte d'Ivoire, nous sommes engagés à accompagner la transformation et la modernisation des entreprises ivoiriennes. Ce partenariat avec Yango illustre notre volonté de faciliter l'accès de nos clients entreprises à des solutions technologiques qui optimisent la gestion de leurs activités au quotidien, notamment en matière de mobilité professionnelle », souligne Anthony Odeigah, Directeur Général de UBA Côte d'Ivoire.

Importation de véhicules

La RDC abaisse de 20 à 15 ans l'âge maximal autorisé

Le marché des véhicules d'occasion est en plein essor dans plusieurs pays du continent. Cependant, l'âge de certains véhicules importés peut poser problème pour diverses raisons. Les autorités congolaises prennent des mesures.

La République démocratique du Congo (RDC) s'est dotée d'un nouveau cadre réglementaire pour l'importation des véhicules d'occasion. Signé le 24 janvier 2026 par la Première ministre Judith Suminwa Tuluka, le décret fixe de nouvelles règles pour ce secteur et abroge les dispositions antérieures issues des décrets de 2012 et 2017. Selon ce texte, l'âge maximal des véhicules importés est désormais limité à 15 ans pour plusieurs catégories, notamment les voitures particulières, les véhicules utilitaires, les poids lourds, ainsi que les ambulances, corbillards et camions-citernes. Seuls les tracteurs agricoles, forestiers et miniers peuvent être importés jusqu'à 20 ans d'âge. Ce resserrement marque un retour à un seuil plus strict, alors que le régime introduit en 2017 avait relevé



la limite générale de 10 à 20 ans. Le décret introduit également plusieurs exigences administratives et techniques. Tout véhicule importé doit être accompagné d'un certificat de contrôle technique délivré dans le pays de provenance et attestant de son état, de la carte grise ou du certificat d'immatriculation — ou d'une copie légalisée — ainsi que d'un acte de cession légalisé. En cas de doute sur l'âge réel du véhicule ou sur son état technique, l'administration des douanes peut mandater un expert automobile agréé ou assermenté.

Les frais de cette expertise sont à la charge de l'importateur. Les véhicules jugés non conformes peuvent faire l'objet soit d'une réexportation, soit d'une destruction, aux frais du transitaire ou du transporteur. Le texte exclut de son champ d'application les véhicules de collection, définis comme des véhicules âgés d'au moins 30 ans, dont la production a cessé et qui sont conservés pour leur valeur historique, patrimoniale ou esthétique. Le décret entre en vigueur à la date de sa signature.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 18 mars 2026

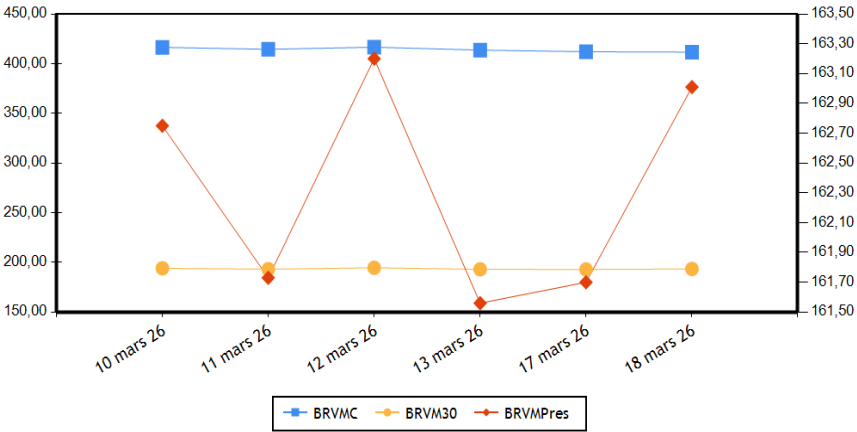
N° 53

BRVM COMPOSITE	411,59
Variation Jour	-0,10 %
Variation annuelle	19,04 %

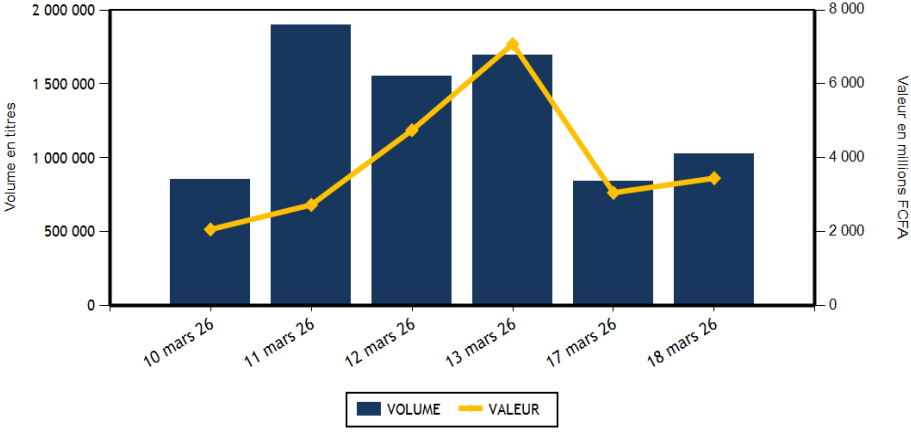
BRVM 30	193,42
Variation Jour	0,25 %
Variation annuelle	16,35 %

BRVM PRESTIGE	163,01
Variation Jour	0,81 %
Variation annuelle	13,01 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 869 257 753 844	-0,10 %
Volume échangé (Actions & Droits)	743 038	3,20 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	868 561 132	-53,11 %
Nombre de titres transigés	47	2,17 %
Nombre de titres en hausse	18	38,46 %
Nombre de titres en baisse	23	-23,33 %
Nombre de titres inchangés	6	100,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 889 565 150 619	-0,04 %
Volume échangé	280 763	132,60 %
Valeur transigée (FCFA)	2 581 707 860	114,57 %
Nombre de titres transigés	5	-54,55 %
Nombre de titres en hausse		-100,00 %
Nombre de titres en baisse	3	50,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-71,43 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 900	5,07 %	24,20 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	16 795	3,16 %	4,97 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	36 000	3,15 %	20,42 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 420	2,26 %	44,53 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	7 845	2,08 %	34,10 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	60 130	-7,49 %	75,69 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 820	-7,38 %	20,13 %
SETAO CI (STAC)	2 285	-7,30 %	72,45 %
SICOR CI (SICC)	3 800	-7,20 %	15,15 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 500	-5,41 %	45,83 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	163,01	0,81 %	13,01 %	25 591	237 590 425	12,10
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	284,34	-1,00 %	30,64 %	717 447	630 970 707	17,80

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	158,49	-0,11 %	19,04 %	743 038	868 561 132	14,09

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	103,22	-0,18 %	8,77 %	3 618	74 461 925	9,85
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	202,22	0,58 %	16,88 %	23 864	57 427 970	71,38
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	178,94	0,77 %	22,68 %	665 108	538 870 557	12,19
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	278,72	-2,13 %	28,99 %	9 343	96 795 960	13,72
BRVM - INDUSTRIELS	6	190,57	-3,85 %	44,01 %	26 741	56 739 665	18,40
BRVM - ENERGIE	4	149,42	1,90 %	34,72 %	11 554	34 510 865	18,72
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	143,21	-2,23 %	35,23 %	2 810	9 754 190	17,73

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	14,09
Taux de rendement moyen du marché	6,45
Taux de rentabilité moyen du marché	7,04
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	189
Volume moyen annuel par séance	2 234 450,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 661 479 451,81

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	21,39
Ratio moyen de satisfaction	36,23
Ratio moyen de tendance	169,42
Ratio moyen de couverture	59,02
Taux de rotation moyen du marché	0,07
Prime de risque du marché	1,35
Nombre de SGI participantes	34

Politique internationale

Pékin va ouvrir son économie et importer des biens européens

Le numéro deux chinois Li Qiang a déclaré, ce dimanche, vouloir développer des relations commerciales équilibrées avec ses partenaires.

La Chine serait-elle en train de changer de logiciel ? Alors que les exportations ont augmenté de 21,8 % sur un an pendant les deux premiers mois de l'année, le gouvernement chinois vient d'annoncer qu'il voulait rééquilibrer sa balance commerciale. La Chine « fera avancer résolument une ouverture de haut niveau, importera davantage de biens étrangers de haute qualité et travaillera avec toutes les parties pour promouvoir un développement optimisé et équilibré du commerce », a déclaré le Premier ministre Li Qiang à des dirigeants d'entreprise à Pékin dimanche, selon l'agence Chine Nouvelle. Il s'exprimait lors de l'ouverture du Forum annuel sur le développement de la Chine, auquel participaient cette année d'éminents dirigeants d'entreprise, dont le directeur général d'Apple, Tim Cook. Le Premier ministre chinois a ajouté que Pékin travaillerait avec d'autres pays pour « unir leurs forces afin de rendre le gâteau économique et commercial mondial plus grand pour tout le monde ».



Critiques contre Trump et les États-Unis

Il a également fustigé la montée de l'unilatéralisme et du protectionnisme, qui, selon lui, « ne sont en aucun cas une panacée pour résoudre les problèmes ». Une référence à la politique américaine. L'an dernier, le pays s'est engagé dans une guerre commerciale féroce avec Washington après que le président Donald Trump a imposé des droits de douane à plusieurs pays, dont la Chine. L'essor récent du commerce extérieur représente une bouée de sauvetage pour la Chine, deuxième économie mondiale, alors que l'activité de consumma-

tion intérieure s'est essouffée, et vient s'ajouter à l'excédent record enregistré l'an passé. Le Forum de développement de la Chine se tient dans un contexte de guerre au Moyen-Orient, déclenchée par des frappes américaines et israéliennes sur l'Iran. Le conflit menace la sécurité énergétique mondiale ainsi que les approvisionnements de la Chine en pétrole. Li Qiang a déclaré aux responsables chinois et aux dirigeants de grandes entreprises mondiales que l'ordre international fondé sur des règles connaissait de « graves perturbations », tandis que la politique du fait accompli « faisait rage ».

(Avec AFP)

Guerre au Moyen-Orient

Pourquoi le prix des bouteilles d'eau risque d'augmenter

La production d'éthylène, une matière utilisée dans de nombreux produits en plastique, est menacée par le blocage du détroit d'Ormuz. Des entreprises asiatiques sont même déjà forcées de réduire leur production de plastique.

Une inquiétude commence à se faire entendre chez les industriels : et si la guerre au Moyen-Orient provoquait une pénurie de plastique ? Le quasi-blocage du détroit d'Ormuz provoque des remous dans le transport mondial de matières premières. Le pétrole brut en direction de l'Asie a notamment fait les frais de la riposte iranienne à l'attaque américaine débutée le 28 février. Mais cette situation menace toute une industrie : celle dépendant du naphta, issu du raffinage de pétrole brut. Face à la difficulté pour les bateaux de traverser le golfe, l'offre se tend : les cours du naphta ont explosé de 60 % en deux semaines. Une situation qui menace directement la production de nombreux plastiques. Le naphta est un composant essentiel de l'éthylène. Et cette molécule sert elle-même de brique de départ aux polyéthylènes (qui permettent la fabrication de sacs en plastique, de bouteilles d'eau ou encore de tuyaux en PVC). Le naphta sert aussi à la fabrication de nombreux



produits chimiques comme des détergents, solvants ou antigels.

Les industriels japonais et coréens menacés

Cette situation inquiète particulièrement les industriels asiatiques. Le Japon et la Corée du Sud, où l'industrie pétrochimique est un poids lourd économique, sont en effet dépendants des pays du Golfe pour leur approvisionnement en naphta : 74 % des importations japonaises de naphta en proviennent, selon la fédération nationale du secteur. « Nous estimons que les stocks de naphta au Japon correspondent actuellement à environ 20 jours de consommation. Si Ormuz restait (encore) fermé pendant deux à trois semaines, cela pourrait avoir un impact majeur sur l'activité à partir d'avril », avertissaient la semaine dernière les analystes

de Nomura. Tous les pays asiatiques ne vont cependant pas souffrir de la même manière. Cette crise intervient alors que Japon et Corée du Sud fermaient déjà des installations pétrochimiques vieillissantes en raison d'une surcapacité chronique de la Chine - pays doté de complexes intégrés de raffinage et pétrochimie bien plus compétitifs. La Chine, justement, se voit actuellement relativement épargnée, grâce à ses capacités de raffinage et sa possibilité de recourir au naphta russe. Reste que, face à ce manque de pétrole brut, les tensions apparaissent déjà sur le continent. Selon l'agence Bloomberg, six des 12 usines d'éthylène du Japon ont déjà réduit leur production, deux semaines après le début du conflit. « Nous avons estimé qu'une réduction des importations de naphta était inévitable. Notre objectif est d'éviter l'arrêt de nos activités en raison d'une pénurie de matières premières », a notamment expliqué à l'AFP une porte-parole de Mitsubishi Chemical.

(Avec AFP)

Projet « Terafab »

Elon Musk va fabriquer ses propres puces pour IA

Le milliardaire derrière Tesla et SpaceX veut fabriquer des semi-conducteurs au Texas pour alimenter son intelligence artificielle mais aussi la robotique et les centres de données dans l'espace.

Elon Musk a annoncé samedi un projet visant à fabriquer des puces pour l'intelligence artificielle, la robotique et les centres de données dans l'espace, dernier projet en date lancé par l'homme le plus riche du monde. Le « Terafab », une installation de fabrication située près d'Austin, au Texas, aura pour objectif de produire un térawatt de puissance de calcul par an, a déclaré Elon Musk. Un térawatt équivaut à mille milliards de watts. Cela représente légèrement moins que la capacité totale de production d'électricité des États-Unis, selon un groupe industriel. Le milliardaire américain a indiqué que le projet serait mené conjointement par son entreprise de véhicules électriques Tesla et sa société spatiale SpaceX. Il n'a pas révélé le montant de l'investissement initial.



Des précédents rapports des médias américains l'estiment entre 20 et 25 milliards de dollars.

Un besoin en puissance de calcul titanesque

Elon Musk, qui n'a pas d'expérience préalable dans le secteur des semi-conducteurs, a déclaré que Terafab était nécessaire car la demande en puissance de calcul de Tesla et SpaceX devrait largement dépasser celle

des fournisseurs mondiaux de puces. « Nous sommes très reconnaissants envers notre chaîne d'approvisionnement actuelle, notamment Samsung, TSMC, Micron et d'autres... mais il existe un rythme maximal auquel ils sont prêts à se développer », a-t-il déclaré. À terme, le projet vise à produire des puces capables de soutenir entre 100 et 200 gigawatts de puissance de calcul sur Terre, et un térawatt dans l'espace. Elon Musk n'a pas donné de calendrier pour la production de Terafab, et il a déjà, par le passé, promis des résultats ambitieux pour d'autres projets dans des délais serrés. Il a ajouté que Terafab contribuerait à faire de l'humanité une « civilisation galactique », capable d'exploiter les ressources d'autres planètes et étoiles.

Avec latribune.fr

Gaz

Bruxelles appelle les Etats européens à moins remplir leurs stocks pour l'hiver prochain

Dans un courrier, le Commissaire européen à l'Energie Dan Jorgensen invite les Etats membres à viser un objectif de remplissage de 80% de leurs stocks pour l'hiver prochain et non de 90%. Objectif : relâcher la pression sur les prix.

La Commission européenne a appelé les Etats européens à réduire leurs objectifs de remplissage de gaz pour l'hiver prochain, afin d'atténuer la pression sur les prix, qui s'envolent avec la guerre au Moyen-Orient. Dans un courrier adressé aux Etats et consulté par l'AFP samedi, le commissaire européen à l'énergie Dan Jorgensen souligne « l'impact considérable » de la guerre sur les marchés mondiaux du pétrole et du gaz.

Activer les « flexibilités » autorisées par l'UE

Dans ces circonstances, ce responsable de l'UE suggère aux Etats d'utiliser les « flexibilités » autorisées par la législation européenne. Au lieu de remplir leurs stocks de gaz à 90% pour l'hiver prochain, le niveau requis habituellement, l'UE appelle les Vingt-Sept à viser un objectif de remplissage de 80% seulement, afin de « rassurer les acteurs du marché ». « Les récents développements indiquent qu'il pourrait falloir plus de temps pour que la production qatarie de gaz naturel liquéfié (GNL) revienne aux niveaux connus avant la crise », écrit Dan Jorgensen.



« La sécurité d'approvisionnement de l'Union européenne reste relativement protégée à ce stade, en raison de sa dépendance limitée aux importations en provenance de cette région et des cargaisons de GNL ayant traversé le détroit d'Ormuz avant le conflit », rassure-t-il. « Mais, en tant qu'importateur net d'énergie sur les marchés mondiaux, les prix mondiaux élevés et volatils qui en résultent pourraient également affecter les injections de gaz dans les stocks de l'UE », indique-t-il.

La directrice générale d'Engie se montre rassurante

Alors que 20% du Gaz naturel liquéfié (GNL) transite par le détroit d'Ormuz, bloqué de facto depuis le début du conflit, les prix du gaz se sont envolés. Sur le marché européen, le TTF, le cours a augmenté au-delà de 60 euros du mégawattheure

(MWh) et a clôturé hier autour de 50 euros. Malgré l'ampleur de cette flambée, le niveau de prix reste bien inférieur à celui observé en 2022 où le gaz s'était rapproché de 320 euros du MWh. « Avec la fermeture du détroit d'Ormuz pendant six mois, on arriverait quand même à remplir nos stocks de gaz jusqu'à 70 % avant l'hiver », a estimé Catherine MacGregor, la directrice générale d'Engie, dans un entretien accordé au Monde et publié vendredi. Selon la dirigeante, les nouvelles capacités de liquéfaction, qui doivent être mises en service en 2026 aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique, « vont aider à absorber le choc ». Catherine MacGregor estime que la situation provoquée par le conflit en Iran « est loin d'être aussi inquiétante que lors du déclenchement de la guerre en Ukraine ». Toutefois, selon elle, pour éviter d'accélérer l'emballement des prix, « les gouvernements européens doivent se garder de prendre des mesures d'urgence et d'intervenir sur les marchés, malgré les craintes de voir se développer une bataille mondiale pour le gaz naturel liquéfié (GNL) ».

Avec AFP

Commerce

Croissance exceptionnelle en 2025 suivie d'un net ralentissement

Après une croissance exceptionnelle en 2025 portée par l'IA, le commerce mondial devrait ralentir en 2026. L'OMC met en garde contre les incertitudes liées aux tensions géopolitiques, aux prix de l'énergie et à l'essoufflement des moteurs conjoncturels.

● Joël Yanclo

Présenté le 19 mars 2026, le rapport « Perspectives et statistiques du commerce mondial » (GTOS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) développe une évolution contrastée des échanges internationaux. En 2025, le commerce mondial de marchandises a enregistré une progression remarquable de 4,6 %, bien au-dessus des tendances historiques. Selon Ngozi Okonjo-Iweala et Bob Staiger, cette performance s'explique principalement par deux facteurs : l'anticipation des importations en Amérique du Nord face à la hausse des droits de douane, et le boom des investissements liés à l'intelligence artificielle. Ces investissements présentent une particularité majeure : une forte dépendance aux importations, estimée entre 70 % et 90 %, contre moins de 2 %



dans des secteurs comme la construction. Cette intensité a amplifié les flux commerciaux, faisant progresser le commerce mondial à un rythme 1,6 fois supérieur à celui du PIB. Cependant, ces moteurs devraient s'essouffler dès 2026. Les prévisions tablent sur un ralentissement de la croissance des échanges à 1,9 %, avec un risque de repli à 1,4 % en cas de maintien de prix élevés de l'énergie. Le commerce des services suivrait une trajectoire similaire, avec une croissance attendue à 4,8 %, voire 4,1 % en cas de prolongation des tensions géopolitiques.

IA, dépendance et risques géopolitiques redessinent le commerce mondial

Au-delà des chiffres, le rapport révèle une transformation structurelle du commerce mondial. L'intelligence artificielle s'impose désormais comme un moteur central des échanges, mais elle accentue également les déséquilibres. La production des technologies liées à l'IA reste concentrée dans un nombre limité de pays, notamment les États-Unis, Taïwan, la République de Corée, le Japon, les Pays-Bas et la Chine. Cette concentration renforce la dépendance technologique et

expose le commerce mondial à des vulnérabilités accrues. Parallèlement, les tensions au Moyen-Orient constituent un risque majeur. La hausse des prix de l'énergie impacte les coûts de production, perturbe les chaînes d'approvisionnement et menace la sécurité alimentaire mondiale, notamment à travers l'augmentation du coût des engrais. Ainsi, la dynamique du commerce mondial pourrait rester fragile. Si les investissements dans l'IA se maintiennent, ils pourraient toutefois soutenir la croissance, avec un gain potentiel de 0,5 point de

pourcentage en 2026. Autre signal d'alerte : l'érosion du système commercial multilatéral. La part des échanges soumis aux droits de douane de la nation la plus favorisée (NPF) est passée de 80 % à 72 %. Malgré cette baisse, près des trois quarts du commerce mondial continuent de s'appuyer sur ce cadre, traduisant une résilience relative mais sous pression.

Commerce mondial sous tension à l'approche des décisions stratégiques

La publication du rapport GTOS intervient dans un environnement international marqué par des chocs répétés et une incertitude persistante. Comme l'a souligné Bob Staiger, les prévisions économiques sont de plus en plus complexes face à des crises imprévues. Certaines régions continuent néanmoins de soutenir la dynamique commerciale. L'Afrique a bénéficié en 2025 d'une forte demande en ressources stratégiques comme le cuivre, le

cobalt et le lithium, tandis que le Moyen-Orient a tiré parti de la reprise des exportations d'énergie. Cette séquence intervient également à l'approche de la conférence ministérielle de l'OMC prévue à Yaoundé, où les États membres seront appelés à repenser les règles du commerce international face aux défis actuels. L'OMC insiste sur la nécessité de maintenir des politiques commerciales prévisibles et de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement. Après une année 2025 exceptionnelle, le commerce mondial entre ainsi dans une phase de normalisation, mais sous haute tension, entre mutations technologiques, incertitudes géopolitiques et fragilisation du système multilatéral.



HOROSCOPE finance

Bélier Pour les natifs du deuxième décan, leur sens des affaires, des transactions financières semblera quelque peu émoussé. Si vous êtes de ceux-là, ne forcez point votre talent, attendez quelques jours pour retrouver tout votre bagou.

Taureau Si les affaires vont comme vous le souhaitez, ne changez rien à leur fonctionnement actuel. Dans l'autre cas, recherchez-en les causes et analysez-les soigneusement avant de prendre une quelconque décision.

Gémeaux Mars vous rendra exagérément optimiste et vous incitera à sous-estimer les difficultés financières. Alors, efforcez-vous, même devant des propositions alléchantes, de garder la tête froide et d'examiner à fond le problème, sinon vous risquez des pertes.

Cancer Tout ce que vous pouvez faire en ce moment pour équilibrer votre budget sera de limiter vos achats, surtout s'il s'agit de meubles ou de vêtements. Le mieux serait de vous fixer à l'avance une somme à ne pas dépasser et de vous y tenir rigoureusement.

Lion Neptune et Uranus influenceront votre secteur argent. Conséquence : vous devriez rester assez vigilant. Ces deux planètes sont plutôt positives, mais il faut toujours se méfier de possibles imprévus avec Uranus, et d'erreurs dans les comptes ou les factures avec Neptune. Tout ira bien si vous ne vivez pas sur le fil du rasoir. Si vous êtes prévoyant, vous vous en sortirez quoi qu'il arrive ; mais les imprudents qui videront leur compte en banque pourront ensuite avoir quelques petits problèmes.

Vierge Des dépenses inattendues et incompressibles vous obligeront probablement à réaliser de sérieuses coupes sur d'autres postes de votre budget. Plutôt que de faire de gros sacrifices, examinez la situation pour savoir s'il existe dans vos dépenses des sources de gaspillage qui augmentent vos frais sans améliorer pour autant votre qualité de vie. La planète Saturne vous secondera dans cette tâche.

Balance Vous faites partie de ceux qui ont su s'adapter au monde moderne, et vous en avez déjà récolté les bénéfices. Les influx favorables d'Uranus sur vos deniers devraient se poursuivre encore longtemps, mais ils pourraient cette fois être gênés par Neptune. Ce ne sera pas le moment de souscrire de nouveaux placements dont les résultats semblent incertains.

Scorpion Côté finances, vous serez particulièrement bien inspiré. Vous pourrez à la fois rentabiliser des placements à court terme et effectuer de bons investissements à long terme.

Sagittaire Cet aspect de Vénus devrait vous permettre de bénéficier d'une certaine protection sur le plan financier. Evidemment, si vous dépensez à tort et à travers, même Vénus ne parviendra pas à vous éviter les difficultés. Mais si vous êtes raisonnable et gérez sagement votre budget, cette planète vous aidera peut-être à faire quelques économies.

Capricorne Décidément, la chance sera aujourd'hui de votre côté sur le plan matériel. Certains placements à long terme commenceront à se révéler profitables. Vous aurez aussi la possibilité de réaliser une bonne opération financière. En tout cas, l'argent cherchera à entrer dans votre escarcelle, comme l'eau à couler vers le bas.

Verseau L'action simultanée de plusieurs planètes amènera de la chance dans les placements à long terme et les investissements immobiliers aujourd'hui. A vous de savoir en profiter ! Ce serait dommage rater le coche par paresse ou étourderie.

Poisson Ne recherchez pas la facilité. Tenez compte de l'opinion de votre entourage : elle a son importance dans ce que vous réaliserez aujourd'hui. Vous pourriez y trouver l'occasion de gains supplémentaires appréciables.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Agoé Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Commerce mondial

Le conflit au Moyen-Orient pèse encore davantage sur les perspectives de ralentissement

Le commerce mondial devrait ralentir en 2026, après avoir connu une croissance plus forte que prévu en 2025 en raison de l'intensification du commerce des produits nécessaires à l'IA. Les économistes de l'OMC mettent en garde contre le fait que le conflit en cours au Moyen-Orient pourrait encore réduire la croissance du commerce si les prix de l'énergie restaient élevés, et indiquent que l'approvisionnement alimentaire et le commerce des services seraient également mis sous pression du fait des perturbations concernant les voyages et le transport. Les perspectives pourraient toutefois s'améliorer si le conflit s'achève rapidement et le boom des dépenses liées à l'IA se poursuit.

La dernière édition en date de la publication "Perspectives du commerce mondial et statistiques", publiée le 19 mars, présente un scénario de croissance de référence qui exclut les chocs des prix de l'énergie et qui prévoit un ralentissement de la croissance du commerce mondial des marchandises, laquelle tomberait de 4,6% en 2025 à 1,9% en 2026, alors que le commerce devrait revenir à la normale après une poussée des échanges de produits liés à l'IA et une anticipation des importations afin d'éviter de nouveaux droits de douane. Le volume du commerce mondial des marchandises devrait ensuite augmenter de 2,6% en 2027. La croissance du commerce des services commerciaux tombera à 4,8% en 2026 après la hausse de 5,3% enregistrée cette année, puis remontera 5,1% en 2027. Dans l'ensemble, le commerce des marchandises et des services progressera de 2,7% en 2026, contre 4,7% en 2025. La croissance du PIB mondial devrait diminuer légèrement, tombant de 2,9% en 2025 à 2,8% en 2026 et 2027.

Toutefois, un scénario dans lequel les prix du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié (GNL) restent élevés tout au long de l'année 2026 ferait baisser de 0,3 point de pourcentage le PIB projeté pour 2026; cela entraînerait alors une baisse de 0,5 point de pourcentage des prévisions commerciales pour cette année, baisse qui pourrait atteindre 1,0 point de pourcentage pour les régions tributaires des importations d'énergie. Cela signifierait que le volume des échanges de marchandises augmenterait d'à peine 1,4% dans le scénario de prix de l'énergie élevés. Le commerce des services augmenterait lui aussi plus lentement, à un taux de 4,1% en 2026.

La Directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, a affirmé ceci: "Les perspectives reflètent la résilience du commerce mondial, soutenue par le commerce des produits de haute technologie et des services fournis par voie numérique, l'adaptation des chaînes d'approvisionnement et l'absence de mesures de rétorsion tarifaire. Toutefois, le conflit

Table 1: Merchandise trade volume and GDP growth, 2022-2027

	Historical data				Baseline forecast		High energy price scenario	
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2026	2027
World Trade ^a	2.3	-0.9	2.7	4.6	1.9	2.6	1.4	2.8
Exports								
North America	4.0	3.5	2.2	3.1	1.4	2.7	1.1	2.4
South America ^b	3.1	2.4	5.9	3.2	3.5	2.5	3.5	2.3
Europe	2.2	-2.9	-1.9	-0.5	0.5	1.9	-0.6	2.6
CIS ^c	-2.2	-4.0	4.7	3.0	1.3	-0.5	2.4	-0.2
Africa	-2.4	5.8	-2.0	10.3	1.2	2.2	1.0	2.0
Middle East	3.8	7.6	4.6	12.9	0.6	2.6	-0.1	2.4
Asia	0.4	0.2	8.3	9.5	3.5	3.2	3.3	3.5
Imports								
North America	5.7	-2.0	4.6	3.1	0.3	3.2	0.2	3.2
South America ^b	3.7	-3.9	5.9	10.4	2.5	3.4	2.7	3.6
Europe	4.5	-4.9	-2.0	2.1	1.3	1.9	0.3	2.3
CIS ^c	-6.0	18.1	5.1	2.7	-2.0	0.1	1.4	-3.2
Africa	6.2	2.8	1.5	8.7	3.2	3.7	4.2	3.2
Middle East	11.3	8.6	12.1	10.4	1.0	3.0	2.0	2.7
Asia	-0.8	-0.7	4.8	6.0	3.3	3.1	2.6	3.2
GDP at market exchange rates								
World	3.4	2.9	2.9	2.9	2.8	2.8	2.5	2.8
North America	2.7	2.9	2.7	2.0	2.3	2.0	2.5	2.1
South America ^b	4.3	2.0	2.5	3.0	2.4	2.9	2.4	2.7
Europe	3.7	0.7	1.2	1.7	1.6	1.8	0.4	1.8
CIS ^c	-0.1	4.4	4.6	2.1	1.8	1.9	1.9	1.5
Africa	4.1	3.2	3.3	4.2	4.3	4.4	4.5	4.2
Middle East	7.5	2.2	2.1	2.3	3.3	3.6	2.9	3.4
Asia	3.4	4.5	4.0	4.3	3.9	3.7	3.1	4.2
Memo items:								
World Trade excl. intra-EU	2.2	-0.2	4.0	5.5	2.0	2.6	1.7	2.5
Exports of Europe excl. intra-EU	0.2	-1.8	-1.6	-1.1	0.0	2.0	-1.1	2.1
Imports of Europe excl. intra-EU	7.1	-5.8	-0.8	3.6	1.7	1.9	0.7	1.6
Exports of least developed countries	-1.9	6.5	5.0	11.7	2.9	2.8	2.2	2.6
Imports of least developed countries	0.1	-0.4	3.1	9.4	4.5	5.6	5.4	4.1
GDP of least developed countries	5.0	3.8	3.5	3.3	3.8	4.7	4.3	4.5

a Average of exports and imports.
b Refers to South and Central America and the Caribbean.
c Refers to Commonwealth of Independent States (CIS), including certain associate and former member states.
Note: Figures for exports of Africa, Middle East, CIS and least developed countries in 2025 are low quality estimates due to insufficient data and should be interpreted with caution.
Sources: WTO-UNCTAD for historical trade statistics. WTO estimates for trade forecasts. Consensus estimates based on data from the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), World Bank, International Monetary Fund (IMF), United Nations (UN), national statistics and WTO calculations for GDP.

au Moyen-Orient pèse sur ce scénario de référence. Une hausse soutenue des prix de l'énergie pourrait faire augmenter les risques pour le commerce mondial, ce qui pourrait avoir des conséquences pour la sécurité alimentaire et exercer des pressions sur les coûts supportés par les consommateurs et les entreprises. Néanmoins, les Membres de l'OMC peuvent contribuer à atténuer ces effets et à alléger la charge économique pour les populations du monde entier en appliquant des politiques commerciales prévisibles et en améliorant la résilience des chaînes d'approvisionnement."

Outre la situation concernant les combustibles, le blocage du détroit d'Ormuz a perturbé les approvisionnements en engrais, qui sont essentiels pour l'agriculture mondiale, étant donné qu'environ un tiers des exportations mondiales d'engrais passent normalement par cette voie navigable. Les principaux producteurs agricoles, comme l'Inde, la Thaïlande et le Brésil, dépendent du Golfe pour respectivement 40%, 70% et 35% de leurs importations d'urée. Les États du Golfe sont également face à un enjeu de sécurité alimentaire, leur dépendance à l'égard des importations étant de 75% en moyenne pour le riz et de plus de 90% pour le maïs, le soja et les huiles végétales - des produits de base dont les coûts seraient plus élevés s'ils passaient par d'autres itinéraires. D'après les économistes

de l'OMC, les prévisions pourraient aussi être revues à la hausse si le conflit est de courte durée et si les dépenses liées à l'IA restent élevées tout au long de 2026 et en 2027, auquel cas le taux de croissance du commerce des marchandises pourrait être relevé de 0,5 point de pourcentage et ainsi atteindre 2,4% cette année et 2,7% l'année prochaine.

Il se peut aussi que les risques de hausse et de baisse se matérialisent tous les deux si les prix de l'énergie restent élevés et que le commerce des marchandises nécessaires à l'IA continue d'augmenter. Dans ce cas, la croissance du commerce des marchandises pour 2026 pourrait se rapprocher du scénario de référence.

Le commerce des marchandises en 2025

En 2025, le volume du commerce mondial de marchandises a augmenté de 4,6%, d'après les données disponibles au 10 mars, qui sont sujettes à révision. L'an dernier, la croissance du commerce a été supérieure à la progression de 2,4% prévue dans les Perspectives du commerce mondial et statistiques publiées en octobre 2025, mais proche du scénario de référence sous-jacent. L'incidence globalement négative des droits de douane en 2025 a été moins importante que prévu en raison de la suspension des nouveaux droits de douane des États-Unis jusqu'en août, des mesures de rétorsion limitées de la part des autres économies

et des nombreuses exemptions aux droits de douane. En outre, la hausse de la demande de biens nécessaires à l'IA a compensé l'impact négatif de l'augmentation des droits de douane et de l'incertitude sur le commerce mondial. En valeur, le commerce de biens nécessaires à l'IA a progressé de 21,9%, en glissement annuel, pour atteindre 4 180 milliards d'USD en 2025, contre 3 430 milliards d'USD l'année précédente. Ces produits ont contribué à hauteur de 42% à la croissance totale du commerce mondial en 2025, bien qu'ils ne représentent qu'un sixième des échanges mondiaux. Il convient de noter que des produits nécessaires à l'IA clés, comme les puces, les semi-conducteurs et les équipements de transmission de données, sont exemptés de la plupart des nouveaux droits de douane.

Pour 2026, les évolutions récentes des droits de douane ont en grande partie représenté des ajustements dans l'approche plutôt que des changements fondamentaux de politique. Dans un chapitre analytique spécial, les économistes de l'OMC estiment que la part du commerce mondial qui est effectué sur la base du principe de la nation la plus favorisée (NPF) s'élevait à 72% à la fin de février 2026, après avoir fluctué tout au long de 2025 en raison des changements de politique sans précédent intervenus. L'analyse confirme que les droits NPF constituent toujours le principal cadre régissant le commerce international dans la plupart

des secteurs de l'économie mondiale.

Projections concernant le commerce régional de marchandises

Selon le scénario de référence, l'Asie devrait enregistrer la croissance la plus rapide en ce qui concerne les importations de marchandises en 2026 (3,3%), suivie de l'Afrique (3,2%), de l'Amérique du Sud (2,5%), de l'Amérique du Nord (2,5%), de l'Europe (1,3%) et du Moyen-Orient (1,0%). Dans ce même scénario, les importations de marchandises de l'Amérique du Nord devraient rester stables (0,3%), tandis que celles de la Communauté des États indépendants (CEI)(1) devraient se contracter (-2,0%). S'agissant des exportations de marchandises, c'est l'Asie, encore, qui enregistrerait la croissance la plus rapide de toutes les régions (3,5%), à égalité avec l'Amérique du Sud (3,5%), suivies de l'Amérique du Nord (1,4%), de la CEI (1,3%) et de l'Afrique (1,2%). En revanche, les exportations de marchandises du Moyen-Orient devraient ralentir fortement (0,6%) et celles de l'Europe devraient continuer de stagner (0,5%). Dans le scénario de référence, les pays les moins avancés devraient enregistrer, en 2026, une croissance de 4,5%, pour ce qui est des importations de marchandises, et de 2,9% pour ce qui est des exportations de marchandises.

Dans le scénario de prix de l'énergie élevés, les régions importatrices nettes de combustibles, comme l'Asie et l'Europe, subiraient les plus fortes baisses de la croissance des importations de marchandises par rapport au scénario de référence; les économies exportatrices nettes de combustibles qui sont toujours en

mesure d'exporter bénéficieraient globalement d'une augmentation de revenus et donc d'une croissance plus forte des importations. Commerce des services commerciaux

Après une hausse de 5,3% en 2025, le volume des échanges mondiaux de services devrait augmenter de 4,8% en 2026 et de 5,1% en 2027, selon les prévisions de référence. Toutefois, dans le scénario ajusté, fondé sur des hypothèses révisées concernant le PIB qui tiennent compte de l'incidence du conflit au Moyen-Orient, le commerce des services enregistrerait une croissance moindre (4,1%) en 2026 et se redresserait en 2027, à 5,2%. Cela représenterait un recul de 0,7 point de pourcentage pour 2026.

Le conflit au Moyen-Orient menace des corridors de transport mondiaux critiques; le trafic dans le détroit d'Ormuz a chuté de 138 navires marchands par jour à presque zéro. La région représente 7,4% des exportations mondiales de services de transport et sert de plaque tournante essentielle reliant l'Europe, l'Asie et l'Afrique, mais les perturbations ont entraîné l'annulation de plus de 40 000 vols et augmenté les coûts de transport et d'assurance. Si un conflit de courte durée se traduirait probablement par des perturbations temporaires et une reprise rapide, une crise prolongée pourrait entraîner une hausse structurelle des coûts de carburant et de transport, une baisse des activités de transbordement et un changement dans les schémas mondiaux de voyage et de commerce au profit d'autres itinéraires.

Table 2: Commercial services trade volume growth, 2022-2027 ^a

	Historical data			Baseline forecast		Adjusted forecast	
	2023	2024	2025	2026	2027	2026	2027
World exports	7.5	7.8	5.3	4.8	5.1	4.1	5.2
By region							
North America	5.6	7.2	4.2	2.4	2.5	1.3	1.5
South America ^b	7.6	6.8	4.0	3.4	3.8	3.1	4.1
Europe	4.4	4.9	4.5	5.5	5.1	4.9	4.8
CIS ^c	5.2	8.2	0.4	2.7	1.2	1.0	1.0
Africa	16.5	8.5	5.9	3.7	3.4	1.7	2.8
Middle East	18.1	0.3	1.7	6.5	5.6	-9.2	26.2
Asia	12.6	15.4	8.3	4.9	6.4	5.8	7.2
By sector							
Transport	-4.2	7.3	0.5	2.6	2.8	1.0	2.7
Travel	27.2	11.7	5.2	3.9	5.5	2.0	5.3
Other commercial services	6.0	7.0	6.6	5.7	5.5	5.6	5.8
of which: Digitally delivered services	6.4	6.3	5.7	5.6	5.5	6.3	6.3

^a Figures for 2026 and 2027 are projections. Trade refers to exports.
^b Refers to South and Central America and the Caribbean.
^c Refers to Commonwealth of Independent States (CIS), including certain associate and former member states.
Sources: WTO Secretariat estimates.

Yoto/Célébration du Ramadan

L'AVDBET offre des vivres aux musulmans de Tabligbo

Les musulmans démunis du canton de Tabligbo ont bénéficié, le vendredi 20 mars, de vivres offerts par l'Association villageoise pour le développement et le bien-être de tous (AVDBET).

Le don est composé de 20 cartons d'huile, 25 sacs de riz de 25 kilos, 1 bœuf et une enveloppe financière de 150. 000 F.CFA. Il a été financé à hauteur d'un 1 000.000 F.CFA par le président d'honneur de l'AVDBET, Etienne Magli, deuxième adjoint au maire de la commune Yoto 1 et s'inscrit dans les actions du Président du Conseil visant à promouvoir le vivre ensemble. A travers ce geste, l'association entend aider les nécessiteux afin de leur permettre de rompre le jeûne et de bien fêter le Ramadan. Cette action vise à favoriser au sein des populations, bénéficiaires, le vivre ensemble et de la cohésion sociale. En remettant ce don, le président des cadres du canton



de Kini-Kondji, Amblesso Séssi a exprimé sa gratitude au président d'honneur pour cette action humanitaire qui apporte un soulagement aux musulmans qui éprouvent des difficultés en cette période de fête. Selon lui, cet acte est une marque de convivialité et de fraternité envers tous les musulmans. Il a demandé à la communauté musulmane de Yoto de continuer par prier pour la paix,

la stabilité et le développement du Togo. Il a instruit les responsables musulmans de veiller à ce que ces vivres atteignent les vrais ayant droits. Le secrétaire du chef quartier de Zongo, Mamadou Abdoul Rachid a imploré la bénédiction d'Allah sur lui et tous ses collaborateurs et demandé à d'autres bonnes volontés de lui emboîter les pas.

ATOP/SAK/GMM/BV

Santé

27 patients opérés de la cataracte à Légbassito

Vingt-sept patients atteints de cataracte, dont 18 femmes, ont été opérés, au cours d'une campagne médico-chirurgicale foraine au Centre médico-social (CMS) de Légbassito, le samedi 21 mars.

Un processus complet comprenant un dépistage de masse pour identifier les cas éligibles, une phase préparatoire, l'intervention chirurgicale a été mis en place. Un suivi post-opératoire destiné à évaluer l'évolution de l'état de santé des personnes opérées et leur niveau de satisfaction est également prévu. Outre la cataracte, d'autres affections oculaires, telles que les ptérygions, des membranes ou excroissances de tissu se développant sur la conjonctive et pouvant progressivement s'étendre vers la cornée, parfois jusqu'à recouvrir la pupille, ont également été prises en charge au cours de cette campagne. Initiée par l'ONG « Chance de Vivre », l'opération a bénéficié de l'appui financier du partenaire allemand Tuko-ler Wamu et du Programme national de santé oculaire (PNSO). Elle s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les maladies oculaires évitables, en particulier celles susceptibles d'entraîner la cécité,



telles que la cataracte. Cette initiative vise à contribuer à la réduction de la cécité évitable et à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables des localités de Légbassito, Apéssito, Amérinta, Djidjolé et Notsé. Le coordonnateur de l'ONG « Chance de Vivre », le médecin Adzagba Mahamadou a défini la cataracte comme est une affection caractérisée par l'opacification du cristallin. Il a fait savoir qu'elle est généralement liée à l'âge, notamment à partir de 55 ans, et peut résulter de maladies comme le diabète ou de traumatismes oculaires. Il a dit que cette initiative devrait s'étendre à d'autres loca-

lités de l'intérieur du pays afin de permettre aux populations rurales d'en bénéficier. Créée en 2010, l'ONG « Chance de Vivre » œuvrait initialement dans l'encadrement des jeunes ainsi que dans la lutte contre les grossesses précoces et le VIH/Sida. Avec le soutien de ses partenaires, elle a progressivement élargi ses domaines d'intervention, notamment à la construction et à la réhabilitation d'infrastructures scolaires et sanitaires. Elle mène actuellement des travaux de construction d'un bâtiment dédié à la vaccination au CMS de Légbassito.

Avec ATOP/AR/AO

Bayern Munich

Michael Olise est en train de choquer l'Europe entière

Encore impressionnant ce samedi face à l'Union Berlin en Bundesliga (4-0), Michael Olise est en train de choquer le monde entier à l'approche du Mondial 2026. Avec déjà 18 buts et 25 passes décisives, il s'impose désormais parmi les meilleurs joueurs du monde, et le Bayern Munich profite pleinement de son incroyable forme.

C'est le joueur du moment. Michael Olise continue d'impressionner avec le Bayern Munich, et sa nouvelle prestation hier contre l'Union Berlin (4-0) à l'Allianz Arena lors de la 27e journée de Bundesliga l'illustre parfaitement. Titulaire sur le couloir droit de l'attaque sous la houlette de Vincent Kompany, l'ailier français a ouvert le score (43e), inscrivant son 16e but toutes compétitions confondues. Mieux encore, le natif de Londres totalise déjà 25 passes décisives cette saison, des chiffres qui confirment sa montée en puissance fulgurante : il a désormais été décisif (par la passe ou le but) face à chacune des équipes de Bundesliga. Déjà exceptionnel en Ligue des Champions face à l'Atalanta lors du match aller (1-6), avec un doublé et une passe décisive, Olise enchaîne les performances de haut niveau et est rapidement devenu un élément incontournable dans le dispositif de Kompany.



Michael Olise est en mission

Sur le terrain, Olise impressionne par sa capacité à repiquer dans l'axe, à combiner avec ses coéquipiers en une-deux, notamment avec Harry Kane, et à multiplier les frappes enroulées et les crochets sur son pied gauche. Toujours actif sur son côté, il met en difficulté tous les latéraux adverses et organise le jeu en pressant haut et en relançant le bloc. Son style de jeu et son activité sur le terrain rappellent les meilleures années d'Antoine Griezmann à l'Atlético de Madrid, mais avec une

touche unique propre à son style nonchalant. Son rôle dépasse désormais celui d'un simple ailier, il est devenu le moteur offensif du Bayern et l'élément clé capable de faire basculer chaque match grâce à sa patte gauche. Le joueur intéresserait même le grand Real Madrid, mais le Bayern a démenti une offre de 160 millions d'euros. Digne héritier de Griezmann avec les Bleus, l'ancien joueur de Crystal Palace est arrivé sur la pointe des pieds, mais il a rapidement imposé son talent. Depuis son premier rassemblement, Didier Deschamps ne l'a plus lâché, convaincu par son niveau. Capable de marquer sur coup franc, de faire marquer également ou d'évoluer au poste de numéro 10, Michael Olise possède toutes les qualités pour briller en équipe de France. Aux côtés de Kylian Mbappé et Ousmane Dembélé, il s'annonce comme l'un des principaux atouts offensifs des Bleus, prêt à offrir à la France sa troisième étoile ? Réponse dans quelques mois.

Avec footmercato.net

PSG

Luis Enrique a encore surpris tout le monde

Avec Nuno Mendes ailier gauche, Khvicha Kvaratskhelia en pointe ou encore Lucas Beraldo dans l'entrejeu, Luis Enrique a étonné par ses choix. De quoi offrir des options pour préparer au mieux le choc contre Liverpool.

Quelle équipe pourra arrêter ce Paris Saint-Germain-là ? Encore présenté comme ronronnant et moins armé que la saison dernière, le club de la Capitale est sérieusement monté en puissance à partir des 8es de finale de la Ligue des Champions. Comme lorsqu'il a été sacré champion l'an dernier, le PSG a repris les commandes au meilleur des moments et semble inarrêtable jusqu'en fin de saison. En surclassant Nice samedi soir (0-4), Luis Enrique a surpris avec plusieurs choix tactiques surprenants et qui ont été payants... dans un contexte entre un rendez-vous européen et une trêve internationale. Le technicien espagnol a notamment titularisé Nuno Mendes sur l'aile gauche en l'absence de Bradley Barcola et de la concurrence encore irrégulière à ce poste, afin de tester ses capacités dans un rôle offensif. Et si cela a été compliqué au début, le Portugais a ouvert le score (42e, s.p) et est monté en puissance au fil de la par-



tie. Nuno Mendes a pris plus d'initiatives et s'est montré performant, contribuant directement au deuxième but après une combinaison avec Doué et Kvaratskhelia. De quoi montrer que l'apport offensif de Mendes peut être un atout même hors de son poste habituel.

Nuno Mendes a étonné

Mais il ne s'agissait pas du seul coaching payant de la part de l'Asturien. Outre le repositionnement de Nuno Mendes, Luis Enrique a innové avec la présence de Khvicha Kvaratskhelia en pointe après l'entrée d'Ous-

mane Dembélé. Cette configuration a permis au PSG de varier ses options offensives et de créer plus de déséquilibre. Le Géorgien, encouragé à décrocher pour toucher davantage de ballons et provoquer entre les lignes, a montré qu'il pouvait jouer un rôle hybride et a pleinement réussi ce défi. De quoi donner des idées contre Liverpool. Dans le même temps, l'introduction de Beraldo en sentinelle à la sortie de Mayulu, touché au mollet, a apporté de la stabilité au milieu de terrain parisien. « Lucas Beraldo a montré qu'il avait la capacité technique de jouer comme milieu. Je suis enchanté, ça a été une très belle surprise. Nous montrons qu'on cherche à améliorer nos joueurs et l'équipe », a censuré Luis Enrique, qui va pouvoir cogiter pendant la trêve internationale. Des options supplémentaires intéressantes pour le Paris Saint-Germain, en plus d'une montée en puissance du jeune Dro Fernandez, au meilleur des moments.

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Page	Abidjan
PIB/habitant (PNI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/178	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabetisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,7%

* La couverture de base est un indicateur permettant de mesurer l'accès au réseau d'approvisionnement en eau de la population. Il varie entre 0 (accès partiel) et 100 (accès complet).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus dotée d'un compte dans une institution financière ou ayant d'un fournisseur de services d'argent mobile.

INFRASTRUCTURES

	Page	Abidjan
Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	71%	91,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa Infrastructure Development Index (AIFI, AIFI 2022)	43/54	-
dont Transport Index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisant l'internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le niveau de services qui incluent le mouvement physique des marchandises à l'import et à l'export des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

SANTÉ ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Page	Abidjan
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparency international 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180

Le Togo est le 111^{ème} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 99 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

● Source : tresor.economie.gouv.fr

LA BRVM AU CARREFOUR DE LA **TECHNOLOGIE** ET DE LA **DURABILITÉ** POUR UN MEILLEUR FINANCEMENT DES ÉCONOMIES DE L'UEMOA

26 > 27 MARS

KING FAHD PALACE HÔTEL
DAKAR, SÉNÉGAL

7^{ème} édition

**BRVM
AWARDS
2026**



**LE RENDEZ-VOUS ANNUEL DES ACTEURS
DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL**

www.brvmawards.com